



Division des opérations d'urgence et de la réhabilitation

NIGER

« Intensification de l'agriculture par le renforcement des boutiques d'intrants coopératives (IARBIC): Réhabilitation et renforcement des moyens de subsistance des populations rurales du Niger face à la flambée des prix des denrées alimentaires et intrants agricoles »

PROGRAMME DE FONDS FIDUCIAIRES FAO-EUFF
Accord de contribution: 2009/213-679

RAPPORT FINAL

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

TABLE DES MATIÈRES

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES	2
RÉSUMÉ	3
1. INTRODUCTION.....	4
1.1 CONTEXTE DU PROJET	4
1.2 OBJECTIFS DU PROJET	5
1.3 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE.....	5
2. RÉSULTATS DU PROJET	5
2.1 OBJECTIF GÉNÉRAL	5
2.2 OBJECTIF SPÉCIFIQUE	6
2.3 RÉSULTATS.....	3
2.4 BÉNÉFICIAIRES	11
2.4.1 <i>Bénéficiaires atteints</i>	11
2.4.2 <i>Impact sur les bénéficiaires</i>	12
2.5 DURABILITÉ.	14
3. CONTRIBUTIONS	15
3.1 PERSONNEL NATIONAL ET INTERNATIONAL MIS À DISPOSITION DU PROJET PENDANT LA PÉRIODE CONSIDÉRÉE DANS LE RAPPORT	15
3.2 INTRANTS REÇUS PENDANT LA PÉRIODE CONSIDÉRÉE DANS LE RAPPORT.....	16
3.3 LISTE DES PARTENAIRES OPÉRATIONNELS.....	17
4. VISIBILITÉ	17
5. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE ET RECOMMANDATIONS	18
5.1 DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PENDANT LA MISE EN ŒUVRE	18
5.2 ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPERIENCE ET RECOMMANDATIONS	18
ANNEXES	22

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

BI	Boutique d'intrants
CEP	Champ école paysan
DGA	Direction générale de l'agriculture
DSQ	Division semences et qualité
DUE	Délégation de l'Union européenne
ERCU	Unité des opérations d'urgences et de réhabilitation et de la coordination
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IARBIC	Intensification de l'agriculture par le renforcement des boutiques d'intrants coopératives
ICRISAT	Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides
INRAN	Institut national de la recherche agronomique du Niger
ISFP	Initiative sur la flambée des prix
ISTA	Association internationale d'essai de semences
MAG	Ministère de l'agriculture
MW	Magasin de warrantage
ONG	Organisation non gouvernementale
OP	Organisation des producteurs
SDR	Stratégie de développement rural
SDRP	Stratégie de développement accéléré et de réduction de la pauvreté
SIAD	Stratégie d'intervention des acteurs en matière d'approvisionnement en engrais au Niger
SNTMF	Cadre national sur les priorités à moyen terme
TCE	Division des opérations d'urgence et de la réhabilitation
WASA	Alliance semencière de l'Afrique de l'Ouest

RÉSUMÉ

Le Niger, pays enclavé caractérisé par un climat rigoureux et des sols pauvres en voie de désertification présente une forte croissance démographique et de très faibles indicateurs sociaux. L'économie du pays repose essentiellement sur le secteur primaire (agriculture et élevage) qui représente 36 pour cent du produit intérieur brut et qui fournit 84 pour cent des emplois. L'insécurité alimentaire est caractérisée par des déficits récurrents au niveau des ménages entre la production de denrées de base et les besoins alimentaires. Cette situation est exacerbée par la pauvreté rurale, les chocs externes tels que les inondations et les sécheresses, auxquels s'est ajoutée en 2008 la flambée des prix des produits alimentaires de base et des intrants agricoles. Malgré les multiples efforts déployés par le gouvernement nigérien pour atténuer les difficultés, la hausse des prix affecte durement les populations, particulièrement les ménages vulnérables, en réduisant leur accessibilité aux produits alimentaires et aux intrants agricoles.

L'objectif global du projet était de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables à travers l'intensification de la production agricole dans les zones ciblées. De manière spécifique, le projet visait l'amélioration de la productivité des cultures pluviales et irriguées dans les zones ciblées.

Le projet a renforcé les capacités des organisations des producteurs (OP) par la création et/ou la réhabilitation de 105 boutiques d'intrants (BI) et de 131 magasins de warrantage (MW). De plus des fonds tampons et de roulement (1 058,5 tonnes d'engrais minéral renouvelées trois à cinq fois selon les BI et 660 tonnes de semences améliorées de mil, de niébé, de sorgho et d'arachide) ont été octroyés à 344 boutiques d'intrants.

Les capacités de la filière semencière ont été renforcées par la réhabilitation de cinq centres régionaux de multiplication de semences et du laboratoire central de la Direction générale de l'agriculture ainsi que par la structuration de 60 organisations de producteurs spécialisées dans la multiplication de semences. Ces dernières ont ainsi pu fournir les BI avec 50 tonnes de semences améliorées de mil, de niébé, de sorgho et d'arachide conditionnées en petits paquets de deux kilos.

Par ailleurs, 3 117 ménages vulnérables dont 49,6 pour cent de femmes ont bénéficié des activités d'aménagement de 107,5 ha de petits périmètres maraîchers.

Toutes ces interventions ont été accompagnées d'un important volet «formations» destiné aux producteurs et à leurs organisations, aux institutions de micro finance et aux agents de l'État.

Dans les zones d'intervention, la disponibilité et l'utilisation des intrants a permis d'améliorer la productivité de la culture du mil qui est la principale culture vivrière du pays en passant les niveaux de rendement moyen¹ de 443 kg/ha à 605 kg/ha soit un gain de production de 162 kg/ha et de celle du niébé de 143 kg/ha à 307 kg/ha, soit un gain de 164 kg équivalant à deux-trois mois de couverture alimentaire additionnelle par ménage.

Le warrantage a été faiblement effectué en 2010-2011, à cause de la crise alimentaire, pastorale et nutritionnelle qui a frappé le Niger en 2010. En effet, la plupart des producteurs avaient déjà contracté des crédits de campagne qu'ils devaient rembourser à la récolte réduisant ainsi la proportion de la production disponible au profit du warrantage.

Seuls 50,5 ha de périmètres maraîchers ont été mis en valeur par 1 300 ménages en 2010. Chaque ménage a obtenu une production globale moyenne de 967 kg de légumes ce qui leur a permis d'améliorer leur régime alimentaire et a représenté un revenu moyen de 108 EUR (71 171 FCFA) par ménage équivalant à trois mois de couverture alimentaire additionnelle pendant la période de soudure.

¹ Moyennes des campagnes 1999-2008

Ce projet qui s'inscrit dans le cadre de l'urgence, de la réhabilitation et de la transition vers le développement, a montré que l'essentiel de ses activités constituent de bonnes pratiques contribuant à la sécurité alimentaire des populations par l'amélioration de la productivité agricole et de leurs revenus. Cependant, un effort reste à faire afin de consolider les acquis, de mettre les organisations paysannes en relation avec le marché et les institutions de financement et de soutenir l'émergence des OP opérant dans le domaine semencier sous forme de petites entreprises semencières rurales professionnelles et dynamiques.

1. INTRODUCTION

1.1 Contexte du projet

Le Niger est un pays enclavé qui se caractérise par: (i) un climat rigoureux; (ii) un sol pauvre en voie de désertification; (iii) une forte pression démographique avec un taux moyen annuel de croissance de la population de 3,3 pour cent contre 2 pour cent de croissance agricole; et (iv) de faibles indicateurs sociaux. L'économie du pays repose avant tout sur les secteurs de l'agriculture et de l'élevage qui représentent 36 pour cent du produit intérieur brut (PIB) et fournissent 84 pour cent des emplois.

L'insécurité alimentaire est caractérisée par des déficits récurrents au niveau des ménages entre la production de denrées de base et les besoins alimentaires. Cette situation est exacerbée par la pauvreté rurale, les chocs externes telles que les inondations et les sécheresses, auxquelles s'ajoute aujourd'hui la flambée des prix des produits alimentaires de base et des intrants agricoles. Malgré les multiples efforts déployés par le gouvernement pour atténuer les difficultés, la hausse des prix affecte durement les populations et particulièrement les ménages vulnérables en réduisant leur accessibilité aux produits alimentaires et aux intrants agricoles. Au mois de décembre 2008, comparé à la moyenne des cinq dernières années pour le même mois, le mil, le sorgho, le maïs, le riz local, le riz importé, et le niébé enregistraient des hausses de prix respectives de 34 pour cent, 37 pour cent, 45 pour cent, 48 pour cent, 37 pour cent et 47 pour cent. Trois groupes principaux de problèmes se posent aux petits producteurs:

- Les difficultés d'accès et de disponibilité d'intrants, notamment des engrais minéraux à base de phosphore et des semences de qualité; la faible connaissance du rôle majeur et rentable des engrais minéraux; et le manque d'associations paysannes permettant aux agriculteurs de peser sur les prix et les conditions d'achat des intrants imposés par les fournisseurs.
- La flambée des prix (intrants et denrées) et l'accès au crédit pour les producteurs.
- L'insuffisance et la dégradation des périmètres maraîchers freinant la production nationale et favorisant les importations.

Ce projet dont l'objet est de réduire la vulnérabilité des ménages à la flambée des prix vient compléter et élargir l'action du projet « Intensification de l'agriculture par le renforcement des boutiques d'intrants coopératives » (IARBIC). Ce dernier s'inscrit dans le cadre des stratégies nationales (SDRP: stratégie accélérée de développement et de réduction de la pauvreté, SDR: stratégie de développement rural, SIAD: Stratégie décentralisée et partenariale d'approvisionnement en intrants pour une agriculture durable, NMTPE: cadre des priorités nationales à moyen terme) ayant pour objectif de renforcer la sécurité alimentaire et d'améliorer les conditions de vie des populations, de réduire le déficit de la balance commerciale et d'assurer une meilleure allocation des ressources.

1.2 Objectifs du projet

L'objectif général du projet « Intensification de l'agriculture par le renforcement des boutiques d'intrants coopératives: Réhabilitation et renforcement des moyens de subsistance des populations rurales du Niger face à la flambée des prix des denrées alimentaires et intrants agricoles » (IARBIC-ISFP: Initiative sur la flambée des prix) était de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables à travers l'intensification de la production agricole dans les zones ciblées.

L'objectif spécifique visait à améliorer la productivité des cultures pluviales et irriguées dans les zones ciblées.

1.3 Modalités de mise en œuvre

Le projet a été mis en œuvre en étroite collaboration par l'Unité des opérations d'urgence et de réhabilitation et de la coordination (ERCU) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'unité de coordination du projet IARBIC (voir l'organigramme du projet en annexe 1).

Les deux projets (IARBIC et IARBIC-ISFP) sont sous la tutelle du Ministère du développement agricole (MDA) au travers de la Direction de la vulgarisation et du transfert de technologie de la Direction générale de l'agriculture (DGA), qui est le maître d'œuvre des objectifs spécifiques 2 et 3 du sous-programme 3.2 et du programme 11 de la SDR. Ils ont le même comité de pilotage, dont les réunions se sont tenues à deux reprises pendant la durée du projet.

La DGA a participé activement à la mise en œuvre des activités du projet en supervisant le bon déroulement des travaux de construction des magasins de warrantage et boutiques d'intrants et les aménagements de petits périmètres maraîchers.

Le volet multiplication de semences par les organisations de producteurs (OP) a été réalisé en étroite collaboration avec la Division semences et qualité (DSQ) de la DGA et les Directions régionales et départementales de l'agriculture.

L'institut national de recherche agronomique du Niger (INRAN) et l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT), notamment au travers de son projet semences financé par l'USAID et exécuté par l'Alliance semencière de l'Afrique de l'Ouest (West Africa Seed Alliance- WASA), ont été impliqués dans la fourniture des semences de base, la formation et le suivi/évaluation des activités de multiplication de semences.

Des contrats avec des organisations non gouvernementales (ONG) locales et internationales ont permis la mise en valeur avec les bénéficiaires, particulièrement les femmes, des petits périmètres maraîchers aménagés.

2. RÉSULTATS DU PROJET

2.1 Objectif Général

Le projet a permis d'intensifier les productions agricoles dans les zones d'intervention grâce à l'amélioration de la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation des intrants agricoles (semences améliorées et engrais), aux conseils en techniques agricoles (formations et champs école paysans), mais aussi grâce à l'amplification de ses actions par l'implication des ONG nationales

et internationales ainsi que les projets de développement (voir les progrès par rapport au cadre logique en annexe 2 et la fiches de synthèse des interventions en annexes 3 à 7).

Dans les zones d'intervention du projet, la couverture alimentaire s'est globalement améliorée sous l'effet de l'augmentation de la production consécutive à l'utilisation des semences améliorées et des engrais. En effet, il ressort de la dernière enquête de vulnérabilité du système d'alerte précoce (SAP) que la couverture alimentaire moyenne dans les zones vulnérables est passée de trois à 5,3 mois.

2.2 Objectif spécifique

Le renforcement d'un réseau d'approvisionnement et distribution des intrants accessible aux producteurs et la relance de la filière semencière ont permis de poser les bases d'une amélioration durable de la productivité des cultures pluviales et irriguées.

La construction et réhabilitation de 105 boutiques d'intrants ainsi que leur équipement a renforcé et consolidé le réseau des BI coopératives au Niger dont le nombre s'élève ainsi à 792. Ces BI constituent de véritables centres de services pour les producteurs et leurs organisations à travers l'approvisionnement en intrants agricoles, la location de petit matériel et/ou équipement agricole et la fourniture d'appui-conseil. Les intrants sont vendus au détail, ce qui permet aux petits producteurs d'y accéder.

Dans les zones d'intervention, la disponibilité et l'utilisation de ces intrants a permis d'améliorer la productivité de la culture du mil, principale culture vivrière du pays, et du niébé. Les niveaux de rendement moyen (moyenne de 1999-2008) sont passés respectivement pour le mil de 443 kg/ha à 605 kg/ha, soit un gain de production de 162 kg/ha, et pour le niébé de 143 kg/ha à 307 kg/ha, soit un gain de 164 kg ce qui équivaut à deux-trois mois de couverture alimentaire additionnelle par ménage.

Le développement de petits périmètres maraîchers a permis la mise en place de systèmes de production moins vulnérables aux aléas climatiques grâce à une meilleure maîtrise de l'eau conjuguée à la mise en place de cultures à haute valeur ajoutée aussi bien sur le plan monétaire que nutritionnelle. Cela a permis aux populations vulnérables, en particulier aux femmes, d'avoir accès à la terre et de s'adonner à des activités génératrices de revenus. Les résultats des évaluations des productions ont montré une amélioration des rendements aussi bien pour les cultures pluviales que pour les cultures maraîchères dans les zones ciblées.

2.3 Résultats

Le projet IARBIC-ISFP (Initiative sur la flambée des prix) s'intègre au projet IARBIC et s'aligne à sa stratégie de mise en œuvre. Il vient en effet renforcer les volets initialement prévus sur les boutiques d'intrants (BI), les fonds tampon pour les commandes d'engrais, les champs écoles paysans (CEP) tout en les complétant avec de nouveaux volets: production de semences améliorées, warrantage et réhabilitation/aménagement de sites irrigués pour le maraîchage.

R.1 - Les producteurs ont un meilleur accès aux intrants agricoles principalement l'engrais et au conseil technique

- Afin de renforcer les capacités techniques des producteurs, le projet a conduit 56 champs écoles paysans (CEP) (contre 30 CEP prévus) avec pour chaque école, 20 à 25 participants. Tout au long du cycle des cultures en saison humide et en système irrigué, ces CEP ont représenté un cadre d'apprentissage pour 828 personnes, dont 34 pour cent de femmes, qui ont, par ce biais, reçu une formation abordant des thèmes variés (20 thèmes) allant des techniques culturales aux analyses agro et socioéconomiques des exploitations.

- Un total de 13 formations en techniques de multiplication de semences, techniques de warrantage et conduite du maraîchage, et deux voyages d'étude et d'échanges ont été développés afin de renforcer les capacités des OP, du secteur privé, des ONG et des agents d'encadrement.
- Afin d'améliorer l'accès des producteurs aux intrants agricoles, un réseau de 344 BI coopératives, appuyées par IARBIC et IARBIC-ISFP, a bénéficié de 998,5 tonnes d'engrais sous forme de fonds tampon et fonds de roulement (861,5 tonnes sous forme de fonds tampon et 137 tonnes sous forme de fonds de roulement). Ces engrais ont été utilisés par les producteurs en cultures pluviales et en système irrigué de contre-saison.
- Pour assurer la qualité des semences fournies aux BI coopératives, les approvisionnements ont été soumis aux contrôles de qualité par des laboratoires des centres semenciers régionaux. Ces laboratoires ont été équipés par le projet en matériels adéquats leur permettant de conduire ces analyses de qualité conformément aux normes de l'Association internationale d'essai de semences (ISTA)

R.2 - L'accès des producteurs au crédit warranté est amélioré

- Afin de renforcer la position des producteurs vis-à-vis des marchés et développer un partenariat dynamique avec les institutions de financement, 100 magasins de warrantage ont été construits et 31 autres réhabilités par le projet. Ces magasins ont tous été équipés en palette de stockage et en pesons.
- La formation en techniques de warrantage des producteurs a été réalisée au travers de trois sessions de formation de formateurs au niveau des centres de Niamey, de Maradi et de Zinder regroupant chacune 35 participants. Par la suite, ces formateurs ont diffusé les informations reçues lors de sessions organisées dans les régions de Zinder, Maradi, Tahoua, Tillabéri et Dosso. Ainsi, ces formateurs ont formé à leur tour 600 producteurs, dont les membres des comités de gestion des nouveaux magasins, sur les techniques de warrantage.
- Deux ateliers régionaux regroupant 26 institutions de micro finances (IMF), deux ONG et 30 OP ont été organisés à Maradi et à Niamey afin de (i) informer et sensibiliser les parties prenantes (OP, IMF, ONG) sur le warrantage; (ii) identifier avec les IMF les contraintes et les opportunités de warrantage dans les zones où les magasins ont été construits; (iii) planifier les activités de warrantage dans les zones où les magasins ont été construits; (iv) identifier les appuis à apporter aux IMF pour la sensibilisation et la formation des OP aux techniques de warrantage.

R.3 - Le réseau de distribution des boutiques d'intrants agricoles est renforcé et étendu dans les zones à potentiel en cultures irriguées

- L'identification des sites d'implantation des BI a été effectuée à partir des appels à manifestations d'intérêt lancés par IARBIC. Les sites situés en zones irriguées ont été retenus ainsi que ceux situés à proximité des périmètres maraîchers construits dans le cadre des autres projets mis en œuvre dans le programme régulier ERCU. Le projet a renforcé le réseau de BI coopératives en zone irriguée par la construction de 75 nouvelles boutiques et la réhabilitation de 30 autres.
- Un total de 178 BI a été équipé de palettes, d'étagères et de matériel de traitement phytosanitaire (175 pulvérisateurs). Ces BI mettent en vente des engrais et semences en petits paquets accessibles à toutes les bourses (1 kg à 50 kg). Du matériel de traitement phytosanitaire pour la protection des cultures maraîchères y est mis en location.

- Des sessions de formations et recyclage ont été organisées afin de renforcer les capacités des gérants de BI. Un total de 280 personnes a participé à ces formations.

R.4 - Des semences améliorées sont produites par les OP et commercialisées à travers le réseau des BI

- Un total de 60 organisations de producteurs impliquant 1 090 hommes et 810 femmes a été identifié pour participer au volet «multiplication de semences améliorées» dans les cinq régions du Niger touchées par le projet (Dosso, Maradi, Tahoua, Tillabéri et Zinder).
- Un total de 18 tonnes de semences mères (voir les spécifications techniques des variétés en annexe 10) et 126 tonnes d'engrais NPK 15-15-15 et urée ont été mises à la disposition de 60 OP ce qui leur a permis d'emblaver 1 000 ha et de produire 660 tonnes de semences de mil, de sorgho, de niébé et d'arachide en saison humide 2010 (voir les normes de qualité requises et les résultats d'analyse des semences produites en annexes 11 et 12). Les variétés multipliées sont toutes de cycle court et s'adaptent bien aux conditions de réduction de la saison humide observée ces dernières années. Le tableau ci-dessous donne par espèce les variétés multipliées et les rendements moyens observés en saison humide 2010.

Tableau 1: Rendements moyens observés en saison humide 2010
des variétés exploitées

Espèce	Variété	Rendement (Kg/ha)
Mil	HKP	966.5
	ICMV IS 99001	490.6
	SOSAT-C88	627.8
	Zatib	648.3
	Moyenne	683
Sorgho	Mota-Maradi	485.0
	SSD-35	343.6
	Moyenne	414
Espèce	Variété	Rendement (Kg/ha)
Niébé	KVX30-309-6G	432.0
	TN5-78	585.7
	Moyenne	509
Arachide	55-437	901.1
	RRB	672.0
	Moyenne	787

- En application des principales recommandations issues de l'évaluation menée en début du projet par l'INRAN, un mécanisme de suivi/encadrement et un processus de contrôle de qualité des productions ont été mis en place et développés par les services du Ministère de l'agriculture afin de compléter les dispositifs d'appui et de renforcement de capacités des multiplicateurs de semences assurés par les Directions départementales et régionales de l'agriculture. Il s'agit d'un dispositif d'inspection des champs par des équipes régionales. Ces équipes sont constituées généralement de quatre membres, tous agronomes expérimentés, exceptée pour la région de Maradi qui

en compte sept. La formation de ces équipes d'inspection des champs (23 personnes) a été réalisée par le projet en étroite collaboration avec l'INRAN, l'ICRISAT et la DSQ pour les régions de Dosso, Tahoua, Tillabéri et Zinder (16 inspecteurs) et par WASA pour la région de Maradi. Ainsi, cinq régions agricoles du Niger disposent désormais chacune d'une équipe régionale d'élèves inspecteurs sous la responsabilité de la Division de semences et qualité (DSQ) de la DGA.

- Les membres du conseil d'administration des 60 OP bénéficiaires ont reçu une formation en marketing et commercialisation de semences afin de leur permettre de se positionner sur le marché de la semence. Un total de 74 personnes issus des OP, des entreprises semencières et des BI ont participé à cette formation.
- Afin de renforcer les capacités de commercialisation des semences des OP bénéficiaires le projet a distribué 40 kits de matériels de labellisation composés de soudes sacs, balances à cadrans, petits groupes électrogènes pour les localités non électrifiées et de sachets plastiques d'une capacité de 2 kg.
- Deux canaux de commercialisation des semences ont été proposé aux OP: (i) le rachat des semences par ERCU/FAO et ses partenaires opérationnels afin d'approvisionner le plan de soutien aux ménages les plus vulnérables élaboré par le gouvernement et (ii) la commercialisation des semences à travers le réseau des BI bénéficiaires du projet. Plus de 50 tonnes de semences ont ainsi été diffusées à travers des BI dans les cinq régions d'intervention.
- Les capacités des centres régionaux de multiplication de semences (CRMS) et du laboratoire central de la DGA ont été renforcées afin de leur permettre de répondre aux sollicitations des OP impliqués dans le volet «multiplication de semences» par: (i) la fourniture de six kits de matériels de laboratoire et de cinq kits de matériels post-récolte, (ii) la formation de 15 analystes du laboratoire central de la DGA en techniques d'analyses de semences conformément aux normes ISTA et (iii) la réhabilitation du CRMS de Guéchémé (région de Dosso) avec la réparation des magasins, du cribleur et la réfection du hangar de séchage.
- Un atelier de capitalisation regroupant 26 personnes issues des OP, du secteur privé, de la recherche et des services techniques du Ministère de l'Agriculture a été organisé pour retenir les meilleures pratiques.
- Le projet a mené un travail de vulgarisation de la réglementation afin d'inciter à la mise en place d'organes de gestion de la filière semencière (Comité national de semences, Comités régionaux de semences, etc.) et au renforcement des capacités des acteurs semenciers quant à la prise en charge et la réhabilitation de cette filière. A ce titre, un exercice de planification des activités et de réflexions sur les actions durables a été organisé en 2011 dans les cinq régions appuyées par le projet afin non seulement de consolider les acquis obtenus mais aussi de s'assurer d'une réhabilitation durable du secteur semencier au Niger. Ces ateliers ont réuni 163 acteurs, issus des services techniques de l'agriculture, des organisations paysannes, de la recherche agronomique et de certaines entreprises semencières émergentes.

R.5 – La culture de contre-saison est appuyée à travers l'aménagement de petits périmètres maraîchers

- Un total de 37 sites à aménager en petits périmètres maraîchers bénéficiant à 3 177 ménages dont 49,6 pour cent de femmes a été identifié.
- Les 25 nouveaux sites (soit 68 ha) et les 12 sites à réhabiliter (soit 39,5 ha) ont été équipés de 157 puits, 174 pompes à motricité humaine, 14 portiques à poulie pour

l'exhaure de l'eau, 246 bassins de distribution, 3 690 ml de tuyaux PVC de distribution ou de raccordement des bassins et 38 925 mètres de clôture pour assurer la sécurité des productions.

- Un total de 50,5 ha a été mis en valeur au cours de la campagne de contre-saison 2010-2011 par 1 300 ménages. L'encadrement des nouveaux bénéficiaires et le renforcement de leurs capacités en techniques de production maraîchère ont été réalisés par des ONG locales partenaires. Des formations sur les techniques de conduite des cultures maraîchères ont été dispensées à 63 bénéficiaires leaders.
- La mise en valeur des petits périmètres maraîchers a été possible grâce aux distributions d'intrants réalisées par ERCU FAO, au travers de ses différents projets financés par l'Union européenne, la Belgique et l'Espagne et sur les fonds propres de la FAO. Cet appui portant sur 3682 kg de semences maraîchères (chou, laitue, tomate, oignon, carotte, piment et poivron), 315 tonnes de semences de pommes de terre et 383 tonnes d'engrais dans l'ensemble des départements du Niger a permis de mettre en valeur entre autres les 50,5 ha déjà aménagés grâce au projet en 2010.

R.6 – Visibilité de la Facilité alimentaire de l'UE dans le pays augmente tout au long du projet

Voir Section 4. VISIBILITÉ

R.7 - Cadre institutionnel et de gouvernance efficace permettant la planification du projet, les opérations et des résultats suivis

- Les réunions du comité de pilotage se sont tenues à deux reprises: la première fois sous la présidence effective du Ministre de l'agriculture et la deuxième sous celle du Secrétaire général du ministère de l'agriculture avec la présence des bailleurs de fonds (Union européenne, Belgique, Espagne, Banque mondiale).
- ERCU et IARBIC ont mis en place un comité de coordination qui s'est réuni de manière régulière tout au long du projet (élaboration et actualisation des plans de travail, suivi et amendement du cadre logique, préparation des rapports d'avancement, etc.).

R.8 - Système effectif et efficace de monitoring et de communication (reporting) mis en place

- Grâce au support du siège de la FAO, un outil de suivi-évaluation «Progrès par rapport au cadre logique» et le canevas des rapports d'avancement ont été disponibles dès le début du projet.
- Le comité de coordination ERCU-IARBIC s'est chargé de la planification et de la mise en œuvre du projet en impliquant la délégation de l'UE (DUE) au Niger.
- Un plan de communication (reporting) a été élaboré avec l'appui du service communication du siège de la FAO et validé par la DUE.
- Sous l'égide de la DUE au Niger, une réunion des structures bénéficiaires de la Facilité alimentaire (FAO, UNICEF, UNFPA, projet PDIT, ONG Afrique verte) s'est tenue en octobre 2010 afin non seulement de savoir «qui fait quoi et où» pour une meilleure synergie dans les actions mais aussi afin de mettre en place un système de communication efficace.

2.4 Bénéficiaires

2.4.1 Bénéficiaires atteints

Champs écoles paysans et autres formations

Le projet IARBIC, à travers ses antennes régionales, s'est chargé de l'identification des OP bénéficiaires des formations relatives aux champs écoles paysans, au warrantage et à la gestion des BI. ERCU s'est chargée des formations en multiplication de semences et technique des cultures maraîchères. Le nombre total de bénéficiaires formés est de 2 386 personnes dont 21 pour cent de femmes et sept pour cent d'agents des services étatiques. Un récapitulatif de l'ensemble des formations conduites durant le projet est présenté dans le tableau ci-après

Tableau 2: Formations: Thèmes développés, nombre de personnes formées et durée des formations

Thèmes	Total apprenants	Nbre de personnes issues des Services techniques	Nbre de personnes issues des OP et du secteur privé	Nombre de femmes	Durée (jours)
Champs écoles paysans	828	0	828	281	15
Approvisionnement en intrants	73	16	57	0	2
warrantage Formation des formateurs	105	0	105	30	3
warrantage formation des producteurs	600	35	565	100	2
warrantage atelier OP-IMF	58	0	58	10	2
Gestion BI	280	0	280	10	2
Marketing et commercialisation des semences	74	0	74	0	3
Inspection de semences	23	23	0	0	2
Analyse des semences	15	15	0	0	5
Capitalisation semences	26	13	13	0	2
Maraîchage et jardin tropical amélioré	123	0	123	73	4
Planification semences	163	60	103	0	1
Voyage d'étude approvisionnement	18	0	18	8	2
Total	2 386	162	2 224	512	45

Magasins de warrantage

Le projet IARBIC, à travers ses antennes régionales, s'est chargé de l'identification des 131 OP bénéficiaires des magasins de warrantage. Le total des bénéficiaires directs profitant de l'existence des magasins de warrantage est de l'ordre de 3 200 ménages soit 22 400 personnes.

Boutiques d'intrants et accès aux intrants

Un total de 105 OP a bénéficié de la construction et la réhabilitation des BI. En outre, 344 BI ont bénéficié de la mise en place des fonds tampon et de roulement. Le total des bénéficiaires directs profitant de l'existence de ces BI est de l'ordre de 6 700 ménages soit 46 900 personnes.

Multiplication de semences

Le projet a appuyé 60 organisations de producteurs (OP) pour la multiplication de semences améliorées dans les régions de Zinder, Maradi, Tahoua, Dosso et Tillabéri. Au total, 1 900 bénéficiaires (1 090 hommes et 810 femmes) membres de ces OP ont bénéficié des appuis en intrants et de formations sur les techniques de multiplication de semences, de marketing et commercialisation de semences. Un ciblage géographique a été fait sur la base des isohyètes afin de prioriser les zones les plus propices à ce genre d'activités (isohyète supérieure ou égale à 400mm).

Petits périmètres maraîchers

Un total de 3 117 personnes dont 49,6 pour cent de femmes a bénéficié des activités du volet maraîchage du projet. Le ciblage des zones d'intervention est basé sur les zones vulnérables définies par le système d'alerte précoce. Au sein de ces zones vulnérables, les villages déficitaires ont été sélectionnés et les ménages les plus vulnérables ont été ciblés en donnant la priorité aux femmes chefs de ménages.

2.4.2 Impact sur les bénéficiaires

Accès aux intrants agricoles et au conseil agricole et technique

Le renforcement du réseau des boutiques d'intrants coopératives et leur dotation en intrants (engrais et semences améliorées) sous forme de fonds tampon et fonds de roulement, a permis non seulement de rendre disponibles et accessibles les intrants agricoles mais aussi d'améliorer la productivité des systèmes agricoles de culture pluviale et irriguée soutenus par le projet dans sa zone d'intervention. Un total de 998,5 tonnes d'engrais ont été mises en place dans 344 BI. Les évaluations conduites ont montré que les boutiques d'intrants ont bien approvisionné les producteurs en engrais et qu'une bonne dynamique de commercialisation a été enregistrée. Plusieurs d'entre elles ont eu à procéder à des rotations de stocks (3 à 5 fois) pour faire face à la demande des paysans. Par ailleurs, la vente en petits conditionnements à partir de 1 kg a permis également aux petits producteurs d'accéder aux intrants.

Les formations (champs écoles paysans, maraîchage, multiplication de semences, approvisionnement en intrants, warrantage, marketing et commercialisation) et les voyages d'études ont permis aux producteurs d'améliorer leurs connaissances et compétences en technique agricole, commercialisation et vie associative.

Développement du warrantage

La construction et réhabilitation de 131 magasins de warrantage a permis de mettre en place les infrastructures indispensables pour le stockage et la commercialisation des produits agricoles. Les formations dispensées aux producteurs, aux agents d'encadrement et aux institutions de micro finance (IMF) ont permis de mieux diffuser le warrantage au Niger et de créer un pont entre les bénéficiaires et les IMF.

Malgré ces efforts, le warrantage a été faiblement effectué en 2010-2011, à cause de la crise alimentaire, pastorale et nutritionnelle qui a frappé le Niger en 2010. En effet, la plupart des producteurs avaient déjà contracté des crédits de campagne qu'ils devaient rembourser à la récolte, réduisant ainsi la proportion de la production disponible au profit du warrantage.

Développement des boutiques d'intrants

La construction et réhabilitation des 105 BI ainsi que leur équipement vient renforcer et consolider le réseau des BI coopératives au Niger qui se porte à 792. L'objectif visé étant de 900 BI à l'horizon 2012. Ces BI constituent de véritables centres de services pour les producteurs et leurs organisations à travers l'approvisionnement en intrants agricoles, la location de petit matériel et/ou équipement agricole et la fourniture d'appui-conseil. Les intrants sont vendus en détail, ce qui permet aux petits producteurs de pouvoir y accéder (engrais: sachets de 1 à 50 kg et semences améliorées: sachets de 2 kg).

Amélioration de la disponibilité de semences de qualité

Au cours de la saison humide 2010, 660 tonnes de semences de catégorie R1 ont été produites par les multiplicateurs avec l'appui du projet. L'essentiel de cette production a été rachetée par ERCU/FAO pour appuyer les ménages vulnérables identifiés dans le plan de soutien élaboré par le gouvernement. Ces semences ont été de très bonnes qualités au regard des résultats d'analyses fournies par les laboratoires régionaux équipés par le projet en matériels d'analyse et le laboratoire de l'ICRISAT qui en a assuré la contre-expertise (voir les résultats des analyse de qualité en annexe 12). En champs, les différentes missions conduites par les équipes d'inspecteurs dans les régions, ont permis de s'assurer de la qualité variétale de ces semences.

Sur la base du prix moyen de la tonne qui est de 450 000 FCFA, ces OP ont engrangé près de 300 millions de FCFA soit l'équivalent d'une moyenne de 156 000 FCFA par multiplicateur. Cette somme leur a permis de pouvoir s'acheter des intrants pour la production vivrière et disposer de quoi développer un à deux hectares de multiplication de semences par personne pour la saison humide 2011.

En appuyant la multiplication de semences par ses activités de fourniture en intrants de production (semences de base, engrais), de formations destinées aux multiplicateurs, de mise en place des équipements de qualité et des infrastructures de distribution et commercialisation de semences, le projet a contribué à la relance de la filière semencière et à l'amélioration de la disponibilité en semences de qualité au Niger ainsi qu'à leur diffusion en milieu paysan au travers des boutiques d'intrants coopératives assurant également le relais d'approvisionnement en engrais. L'ensemble a créé un environnement favorable à l'intensification des productions agricoles.

Développement des petits périmètres maraîchers

Un total de 3 117 ménages dont 49,6 pour cent de femmes a bénéficié de l'aménagement en petits périmètres maraîchers de 37 sites couvrant 107,5 ha. Chaque bénéficiaire aura en moyenne une superficie exploitable de 345 m² pour une production attendue de 1 000 kg de légumes et un revenu d'au moins 100 EUR.

En effet, les 50,5 ha aménagés en 2010 et exploités par 1 300 ménages pendant la contre-saison 2010-2011 (octobre 2010-avril 2011) ont donné les résultats suivants :

Tableau 3: Production et revenus issus des cultures de contre-saison 2010-2011

Spécultations	Production moyenne par ménage (kg)	Nombre de ménages	Production globale induite (kg)	Prix de vente (EUR/tonne)	% vendu	Proportion vendue	Recettes en EUR	Revenu moyen par bénéficiaire (EUR)
Chou	377,5	1 300	490 750	305	25	123	37 420	29
Laitue	129	1 300	167 700	300	25	42	12 578	10
Oignon	64	1 300	83 200	610	43	36	21 823	17
Pomme de terre	307,8	1 300	400 140	381	35	140	53 359	41
Tomate	88,8	1 300	115 440	458	30	35	15 861	12
Total	967		1 257 230			375	141 041	108

Le revenu moyen obtenu par ménage, déduction faite de l'autoconsommation, a été de 108 EUR (71 171 FCFA) soit l'équivalent de 395 kg de céréales pendant la période de soudure. Le revenu obtenu à partir de la vente du chou uniquement permet à chaque ménage d'acquérir 100 kg de céréales tandis que la recette de la pomme de terre permet d'avoir au moins 150 kg de céréales.

Les petits périmètres maraîchers ont ainsi un triple effet à savoir:

- amélioration de la couverture alimentaire et de la diversification alimentaire;
- amélioration de l'alimentation des plus jeunes;
- amélioration des revenus.

2.5 Durabilité

Ce projet de réponse à la flambée des prix des denrées alimentaires et des intrants agricoles est une parfaite illustration du lien entre urgence, réhabilitation et transition vers le développement (LRRD). En effet, ce projet est fortement lié au projet de développement IARBIC qui lui-même fait suite à 12 ans d'expérience de la FAO au Niger à travers le projet intrants. De plus, il s'inscrit dans le cadre du programme 3 de la SDR.

Le développement des infrastructures de distributions des intrants, de stockage, de commercialisation; les formations; la réhabilitation des centres de multiplication de semences; la vulgarisation de la réglementation semencière adoptée dans l'espace CEDEAO; et le développement de petits périmètres maraîchers sont toutes des actions de renforcement des capacités des OP et des institutions publiques et privées qui s'inscrivent dans la durée. L'appropriation par les OP, les institutions publiques et privées des investissements réalisés permet d'asseoir une base durable pour la continuité des actions menées sans compter que le projet IARBIC continuera à soutenir les actions engagées sur une année. Les résultats atteints par le projet jettent les bases d'une amélioration durable de productivité des cultures. Ceci permettra au pays de soutenir durablement les productions végétales et de réduire significativement les déficits alimentaires et la vulnérabilité des populations.

Au niveau de la filière semencière, le renforcement des capacités des multiplicateurs de semences, l'appui à l'émergence de techniciens semences en leur sein, la création d'un dispositif de suivi de la qualité des semences en champ et au laboratoire et la mise en place un

mécanisme d'autofinancement des activités constituent les jalons de sortie pour le projet. Cependant, il s'avère nécessaire d'accompagner les organisations paysannes à évoluer vers de petites et moyennes entreprises semencières, ce qui les rendra certainement plus efficaces, plus durables et mieux à même de répondre aux sollicitations des utilisateurs des semences améliorées au Niger.

3. CONTRIBUTIONS

3.1 Personnel national et international mis à disposition du projet pendant la période considérée dans le rapport

Le tableau ci-dessous présente la liste du personnel national et international ayant contribué à l'exécution du projet.

Tableau 4: Personnel professionnel, national et international ayant travaillé sur le projet pendant la période du rapport

Personnel national		Personnel international	
Noms	Fonctions	Noms	Fonctions
Amadou Saley	Assistant au représentant FAO	Mustafa Cassama	Représentant FAO Niger
Diop Amadou	Consultant national agronome ERCU	Aboubaker Doualé Waïss	Représentant FAO Niger
Boureïma Kanfidéni	Consultant national semences ERCU	Moustapha Niasse	Coordonateur ERCU
Illya MIKO	Consultant national semences ERCU	Nourou Macki Tall	Assistant au coordonateur ERCU
Idrissa Younoussa	Consultant national génie rural ERCU	Jean-Yves Delaveux	Responsable des opérations ERCU
Maman Sani Abdou	Coordonateur IARBIC	Stéphane Petitprez	Responsable des opérations ERCU
Bachir Maliki	Expert agronome chargé des BI	Grégory Herman	Assistant aux opérations capitalisation et IARBIC
Moussa Ango	Expert agronome chargé des CEP	Abdoulaye M'Baye	Responsable vulgarisation, NRRR
Zara Inoussa	Expert genre		
Zacou Noma	Expert chargé de communication		
Ibrahim Maman	Chargé de la communication ERCU		
Adamou Mahaman	IARBIC/Capitalisation		

3.2 Intrants reçus pendant la période considérée dans le rapport

Tableau 5: Semences de base, engrais, matériels de laboratoire et kits de distribution de semences certifiées, des boutiques d'intrants et magasins de warrantage

Description	Article	Quantité
Semences mères	Semences de base G4 de mil, sorgho, niébé et arachide	6 819 kg
	Semences certifiées d'arachide R1	12 000 kg
Engrais	Engrais DAP et Urée	1 124,5 tonnes
Matériel de BI et MW	Palettes	600
	Pesons	100
	Pulvérisateurs	175
Matériel de labellisation	Soude sacs	40 U
	Balance de 20 kg	40 U
	Générateur électrique de 0,5 KVA	20 U
	Sachet pour 2 kg avec bande bleue	2,5 tonnes
	Sachet pour 2 kg avec bande rouge	2,5 tonnes
Matériels post-récolte	Batteuse mécanique	4 U
	Bâche (20 m²)	10 U
	Sacs de 50 kg avec logo FAO et UE	5 000 U
	Sacs de 10 kg avec logo FAO et UE	10 000 U
	Machine à scellage des sacs de semences	10 U
	Soude sacs	10 U
	Groupe électrogène 5 KVA	4 U
Matériels de laboratoire	Lampe loupe	5 U
	Stéréo microscope	6 U
	Compteur électronique de graine	6 U
	Balances plate forme	5 U
	Balance de précision	6 U
	Table de pureté	5 U
	Lot de papiers de germination	6 lots
	Boîtes de germination	2 000 U
	Lot de boites de pétri	5 lots
	Humidimètre portable	6 U
	Masque	6 U
	Lot de tamis	6 lots
	Agar-agar	5 kg
	Lot de tubes de culture	1 lot
Equipements d'irrigations	Pompe manuelle	174 U
	Bassins de stockage	123 U
	Bassins d'irrigation	123 U
	Réseau PVC	3 690 ml

3.3 Liste des partenaires opérationnels

Le projet a développé un partenariat avec les structures publiques mentionnées dans le tableau ci-après pour appuyer l'encadrement des bénéficiaires et/ou le contrôle des travaux de construction.

Tableau 6: Situation des partenariats avec les structures de l'Etat

Structures	Domaine	Montant (USD)
Services techniques (DRA et DDA, DRGR, DDGR)	Contrôle construction et réhabilitation des boutiques d'intrants, magasins de warrantage, Petits périmètres irrigués	14 0074
	Multiplication de semences	
	Supervision et inspection des champs	
	Encadrement des producteurs	
INRAN	Evaluation de la filière semencière et champ école paysan	16 050
Institution de micro finance		5 398
ONG		50 434
OP		34 357

4. VISIBILITÉ

Un plan de visibilité/communication (voir annexe 9) a été approuvé par les parties prenantes, c'est-à-dire la Délégation de l'Union européenne à Niamey (DUE) et la Représentation de la FAO au Niger. L'objectif global de ce plan était de donner des informations concernant les résultats des activités de la Facilité alimentaire de l'UE mise en œuvre par la FAO au Niger. Les groupes cibles identifiés par le plan sont le grand public (y compris les bénéficiaires directs), les médias, le gouvernement et les bailleurs de fonds.

Les activités de visibilité/communication effectuées pendant la durée de ce projet ont essentiellement consisté en l'organisation d'une cérémonie de lancement du projet couverte par les médias nationaux, la tenue de deux réunions de comité de pilotage, ainsi qu'en la conception et l'installation de matériel d'affichage (46 panneaux de visibilité), la distribution de matériel promotionnel (200T-shirts, 200 casquettes et 500 exemplaires du calendrier 2011). Ces activités ont vu par ailleurs la diffusion de deux reportages télévisés, dont l'un le 22 juin 2010 sur la chaîne publique nationale et plus tard sur le site web du siège de la FAO et l'autre sur la BBC. Ces reportages ont été effectués au plus fort de la grave crise alimentaire et des inondations qui ont frappé le Niger en 2010. Enfin, toujours dans le cadre des activités de communication/visibilité de ce projet, on doit signaler la diffusion de deux articles imprimés et de deux spots radio et télé de sensibilisation et d'information.

Il est difficile de quantifier de manière exhaustive le nombre des personnes qui ont été atteintes par le volet communication du projet en raison de la difficulté d'évaluer les effectifs qui ont été exposés aux matériel promotionnel et d'affichage, aux articles de presse et reportages dans les radios et télévisions. Dans l'ensemble, tous les bénéficiaires directs tels que prévus dans le document du projet, les autorités politiques et administratives nationales en charge de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et les bailleurs de fonds et partenaires

du système des Nations Unies et de l'Union européenne ont été atteints. Des témoignages recueillis auprès des bénéficiaires directs et diffusés dans les médias prouvent toute leur satisfaction sur les résultats du projet. Ils soulignent bien la portée des activités financées dans le cadre de la Facilité alimentaire de l'UE sur la relance de la production agricole au Niger.

En outre, les activités de visibilité/communication effectuées ont augmenté la diffusion des résultats des activités de la Facilité alimentaire et ont fait connaître la FAO et l'UE dans leur rôle d'assistance aux populations en général et en particulier celles qui sont vulnérables. A en juger par les réactions positives recueillies lors des réunions du comité de pilotage, y compris des représentants des bailleurs de fonds, quant aux résultats atteints par ce projet, on peut légitimement croire que le public en général a favorablement accueilli celui-ci.

5. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE ET RECOMMANDATIONS

5.1 Difficultés rencontrées pendant la mise en œuvre

Au début de la mise en œuvre du projet IARBIC-ISFP, son caractère «exécution d'urgence» a posé quelques difficultés à son intégration au projet de développement IARBIC. L'appui du siège de la FAO et les réunions de coordination ont permis d'adapter certaines activités. Ainsi, le fonds tampon a été directement converti en engrais et remis aux OP tandis que les constructions de BI et MW ont été confiées à des entrepreneurs au lieu des OP.

La faible disponibilité des instituts de recherche en semences de base de certaines variétés les plus appréciées par les producteurs, l'absence d'organes de gestion de la filière semencière (comité national de semence, comité d'homologation des variétés) et le manque de politique semencière claire au niveau national ont constitué les contraintes essentielles à la mise en œuvre des activités de multiplication des semences. Cependant, l'établissement du Règlement ouest africain sur la semence² a tracé le cadre légal dont l'application consentante des dispositions par les acteurs a permis de surmonter ces contraintes et poser des actes de structuration de la filière.

La problématique foncière représente toujours un obstacle au développement des petits périmètres maraîchers. Le projet s'est évertué à faire signer des baux d'au moins 10 ans au profit des bénéficiaires. Cependant, un suivi-accompagnement est nécessaire afin que les bénéficiaires, notamment les femmes, ne soient pas lésés.

5.2 Enseignements tirés de l'expérience et recommandations

▪ Au niveau technique

Développement des capacités des agriculteurs et des institutions.

Durant les deux années d'intervention, le projet a mis l'accent sur le développement des capacités humaines en s'appuyant sur les organisations des producteurs. Celles-ci ont en effet bénéficié du renforcement de leurs capacités organisationnelles, techniques et managériales dans le domaine de la production et distribution des intrants agricoles (semences, engrais, location appareil de traitement phytosanitaire) et de la création ou réhabilitation d'infrastructures de distribution et commercialisation des intrants et produits agricoles. Le projet a aussi permis de renforcer les structures des services agricoles au niveau des régions

² Règlement c/reg.4/05/2008 portant Harmonisation des Règles régissant le contrôle de Qualité, la Certification et la Commercialisation des Semences végétales et Plants dans l'espace CEDEAO

par la formation des cadres dans le domaine du warrantage et la multiplication de semences améliorées.

Développement des systèmes locaux de production de semences.

A son démarrage, le projet s'est appuyé sur des structures paysannes conduisant la multiplication de semences avec très peu de professionnalisme et sans application du schéma classique d'un système semencier conventionnel. Grâce au projet, ces organisations paysannes ont vu leurs capacités techniques renforcées. De plus, elles ont été mises en relation avec les structures de recherche pour la fourniture de semences de base de catégorie G4 qu'elles multiplient pour produire deux générations de semences certifiées R1 et R2. En outre, deux dispositifs d'encadrement et de contrôle ont été développés avec des mécanismes d'internalisation des charges par les acteurs. Ainsi, pour le dispositif d'encadrement, certaines structures paysannes ont commencé à recruter des techniciens semences qui prendront le relais du dispositif de l'Etat avec lequel la FAO a jusque là passé des protocoles d'accord pour l'encadrement technique. Pour celui d'inspection en champs et de contrôle de qualité initié en 2010 par le projet sous la coupe de la Division semences et qualité (DSQ) de la DGA, sa prise en charge est devenue quasi-totale par les organisations paysannes en 2011 grâce aux frais de déclaration des cultures dont chaque acteur s'acquitte auprès du service officiel en charge du contrôle et de la certification de semences. Cet ensemble réuni, sous-tend la construction du système semencier communautaire actuellement en vigueur au Niger.

Réhabilitation et/ou développement des infrastructures rurales

Afin de créer les conditions nécessaires à la durabilité du système semencier communautaire en construction au Niger, le projet a réhabilité les centres semenciers régionaux pour améliorer leurs capacités de traitement post récolte de semences et d'analyses de qualité des échantillons de semences.

Dans le souci de renforcer les réseaux de distribution des intrants agricoles et afin de favoriser et dynamiser le système d'approvisionnement en intrants agricoles et de créer les conditions d'accès facile à ces intrants aux producteurs, le projet a permis de renforcer et/ou de réhabiliter les boutiques d'intrants coopératives et les magasins de warrantage.

Développement des entreprises et création de liens commerciaux entre les agriculteurs et les marchés

Même s'il reste encore du chemin pour faire évoluer les organisations paysannes vers des petites entreprises semencières autonomes, ces dernières ont bénéficié de multiples appuis du projet leur permettant de se structurer en organisations faïtières plus fortes mais également d'entrer en relation avec le marché notamment par le développement d'un réseau de boutiques d'intrants coopératives destinées à la commercialisation de semences, d'engrais minéraux et de produits phytosanitaires. Dans le cadre des opérations d'achat de semences de qualité opérées par les projets d'urgence d'ERCU/FAO, ces organisations paysannes ont bénéficié de formation sur les procédures des marchés à concurrence notamment au sein de la FAO, des ONG et du mouvement de la Croix Rouge, ce qui leur a permis de commercialiser l'essentiel de leur production.

▪ **Au niveau de la programmation**

Formulation du projet.

Les objectifs du projet Intensification de l'agriculture par le renforcement des boutiques d'intrants

coopératives - Initiative sur la flambée des prix (IARBIC-ISFP) sont cohérents avec la Stratégie nationale de développement accéléré et de réduction de la pauvreté (SDRP) qui s'inscrit dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et vise à réduire la pauvreté structurelle du pays. Le projet s'inscrit aussi dans le cadre de la Stratégie de développement rural (SDR) notamment dans le programme 3. Les objectifs de l'action sont aussi en adéquation avec le Document de stratégie Pays de la CE (DSP) 2008-2013. La formulation du projet s'est basée sur le document de projet de IARBIC-ISFP auquel on a greffé les volets warrantage, multiplication de semences et aménagement de petits périmètres maraîchers.

Surveillance

Le comité de coordination et de suivi ERCU-IARBIC a permis de planifier, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer les projets afin de prendre les décisions nécessaires pour atteindre les résultats escomptés en accord avec la délégation de l'UE. Un plan de travail découlant du cadre logique a été élaboré avec un partage des responsabilités entre intervenants. Sur la base de ce plan, des réunions de quinzaine ont régulièrement été tenues pour faire le point sur l'avancement des activités et les problèmes rencontrés.

Cadre institutionnel

Les deux projets sont sous la tutelle du Ministère du développement agricole (MDA) et mis en œuvre par la Direction de la vulgarisation et du transfert de technologie de la Direction générale de l'agriculture (DGA), qui est le maître d'œuvre des objectifs spécifiques 2 et 3 du sous-programme 3.2 et du programme 11 de la SDR. Ils ont le même comité de pilotage, dont les réunions se sont tenues à deux reprises sous la présidence du Ministre de l'agriculture en 2009 et du Secrétaire général en 2011.

Visibilité

Un plan de visibilité/communication a été élaboré par la FAO et validé par la délégation de l'Union européenne. La télévision, internet, les panneaux de visibilité et les articles promotionnels ont été la base des supports de communication utilisés.

Liens entre urgence, réhabilitation et développement

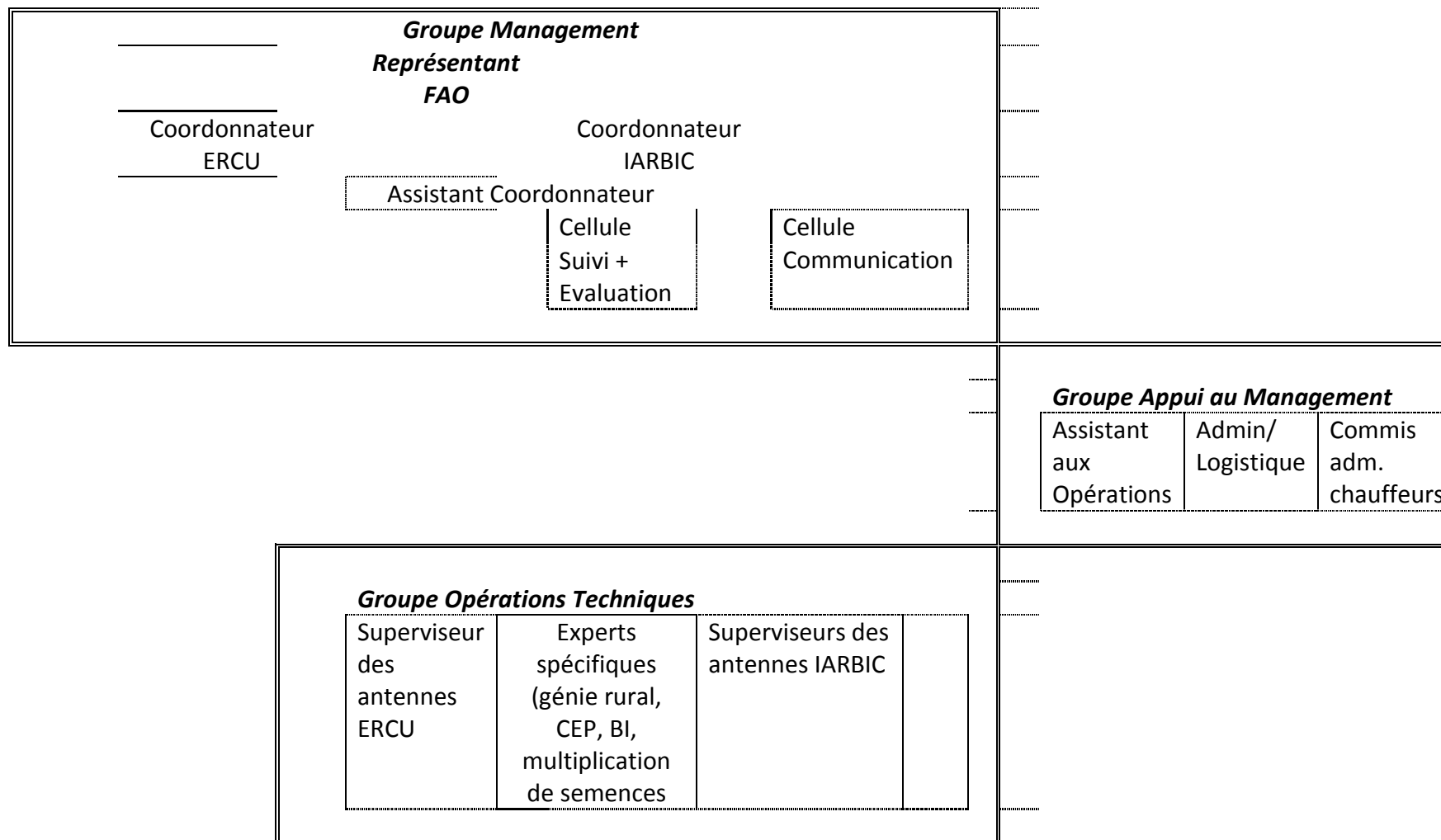
Ce projet s'insère et complète le projet de développement IARBIC. Il a été exécuté pendant une période de crise (2009-2010) et une période de réhabilitation et transition vers le développement (2010-2011). Ce projet a permis d'asseoir une base durable pour la production, l'approvisionnement et la distribution des intrants agricoles. Le projet a prôné une approche participative et une responsabilisation des organisations paysannes afin de mettre en place une base productive moins vulnérable aux aléas climatiques (semences améliorées, microdose, maraîchage) et du marché (warrantage).

L'option choisie par le projet de relancer la filière semencière à travers la mise en place du système semencier communautaire ayant un lien fort avec la recherche d'un côté et les structures de l'Etat en charge du contrôle et certification de semence de l'autre a permis de créer les conditions d'amélioration de la disponibilité en semence et de mise en commun des efforts de plusieurs acteurs du secteur en vue d'une plus grande synergie d'intervention et d'harmonie des actions. En améliorant la disponibilité en semences de qualité, le projet a créé

les conditions d'une réponse d'urgence avec un produit de qualité destiné notamment aux ménages en difficultés de productions alimentaires. Aussi, l'option du crédit de campagne récupéré, l'internalisation de la prise en charge des dispositifs d'encadrement et de celui d'inspection des champs, la réhabilitation des centres semenciers, le développement d'un réseau de boutiques d'intrants coopératives avec des kits de labellisation de semences mis à la disposition des organisations paysannes sont-elles des actions visant à rendre le système semencier construit moins dépendant même s'il reste encore du chemin pour parfaire les actions.

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme du projet



			Management + Opérations Techniques Décentralisées									
	Antennes ERCU		Chef d'Antenne								Antennes IARBIC	
			Expert national		Chauffeur					Chauffeur		Expert national

Annexe 2 : Progrès par rapport au Cadre Logique

Logique d'intervention	Indicateurs et Cibles										Action requis
	Indicateurs	Base	Étapes intermédiaires						Cible		
			5 mois (30/9/09)		17 mois (30/9/10)		23 mois (31/311)		27 mois (31/7/11)		
			Attendu	Actuel	Attendu	Actuel	Attendu	Actuel	Attendu	Actuel	
Objectif général											
Contribuer à l’amélioration de la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables à travers l’intensification de la production agricole dans les zones ciblées	Nombre de mois de couverture alimentaire des ménages appuyés	< 3 mois							> 3 mois	5.3	Enquête sur la vulnérabilité des ménages à l’insécurité alimentaire, Système d’alerte précoce, février 2011
Objectif spécifique											
Améliorer la productivité des cultures pluviales et des cultures irriguées sur les zones ciblées	Niveau de satisfaction des bénéficiaires quant a leur productivité agricole suite a l’appui du projet								> 80% de bénéficiaires satisfaits	97%	Enquête auprès des bénéficiaires, décembre 2010 et avril 2011
Résultats											
Résultat 1 : Les producteurs ont un meilleur accès aux intrants agricoles principalement l'engrais et au conseil technique											
Activités											
1.1 Mettre en place des champs école paysans	1.1a Nombre de champs écoles mis en place	0	30	en cours		40		45	11	56	
	1.1b Nombre de paysans participants aux champs écoles	0	500	en cours		728 dont		828 dont	100	828 dont	

Logique d'intervention	Indicateurs et Cibles										Action requis
	Indicateurs	Base	Étapes intermédiaires						Cible		
			5 mois (30/9/09)		17 mois (30/9/10)		23 mois (31/311)		27 mois (31/7/11)		
			Attendu	Actuel	Attendu	Actuel	Attendu	Actuel	Attendu	Actuel	
	dont 50% de femmes					34% de femmes		34% de femmes		34% des Femmes	
	1.1c Nombre de thèmes techniques abordés	0	5	en cours		5		5	5	20	
1.2 Former les paysans et les agents d'encadrement en technique de production et gestion de semences, techniques de warrantage et techniques agricoles (irrigation, maraîchage, etc.)	1.2a Nombre d'OP formées	0			50	0		175	50	296	
	1.2b Nombre d'agents d'encadrement formés	0	30	32		52		112	30	162	
	1.2c Nombre de séances de formations organisées pour les OP et les agents d'encadrement	0			2	0		4	4	13	
1.3 Réaliser des voyages d'échange	1.3 Nombre de voyages d'étude et d'échange organisés	0			1	1		1	2	2	
1.4 Publier et diffuser des fiches techniques comme outils d'appui à la vulgarisation	1.4 Nombre de fiches techniques publiées et diffusées	0			3	0	6	1	9	10	
1.5 Mettre en place des fonds tampon au niveau des boutiques d'intrants agricoles	1.5a Volume des fonds tampon mis en place (T engrais)	0		achat en cours	650	650		650	211.5	861.5	
	1.5b Nombre de BI ayant bénéficié de fonds tampon	0			> 300	188		257	> 300	344	
1.6 Contrôler la qualité des intrants (semences, engrais, pesticides)	1.6 Nombre de contrôles de qualité des intrants opérés	0			2	2		2	4	2	
Résultat 2 : L'accès des producteurs au crédit warranté est amélioré											
Activités											
2.1 Construire et réhabiliter des magasins de warrantage	2.1a Nombre de magasins de warrantage construits	0		Etude diagnostique en cours	100	73		100	100	100	
	2.1b Nombre de magasins de warrantage réhabilités	0			50	0		31	50	31	

Logique d'intervention	Indicateurs et Cibles										Action requis
	Indicateurs	Base	Étapes intermédiaires						Cible		
			5 mois (30/9/09)		17 mois (30/9/10)		23 mois (31/311)		27 mois (31/7/11)		
			Attendu	Actuel	Attendu	Actuel	Attendu	Actuel	Attendu	Actuel	
2.2 Equiper les magasins de warrantage	2. 2 Nombre de magasins ayant reçu les équipements	0			150	Processus d'achat en cours		placement en cours	150	131	
2.3 Former les producteurs au warrantage	2.3 Nombre de producteurs formés au warrantage (H.J)	0			1300	0		1000	1300	1410	
Résultat 3 : Le réseau de distribution des boutiques d'intrants agricoles est renforcé et étendu dans les zones à potentiel en cultures irriguées											
Activités											
3.1 Identifier les sites d'implantation des nouvelles BI en zones irriguées	3.1 Nombre de sites identifiés en zones irriguées pour la création de nouvelles BI	0	75	75		75		75	75	75	
3.2 Identifier les BI en zones irriguées à réhabiliter	3.2 Nombre de BI à réhabiliter identifiées en zones irriguées	0	25	0		0		30	25	30	
3.3 Créer et/ou réhabiliter les BI en zone maraîchère	3.3a Nombre de BI créées	0		DAO en cours	75	45		75	75	75	
	3.3b Nombre de BI réhabilitées	0			25	0		30	25	30	
3.4 Doter les BI en fonds de roulement et en équipements	3.4a Nombre de BI dotées en fonds de roulement et en équipement	0			100	achat en cours		placement en cours	100	178	
	3.4b Quantité d'engrais mise en place pour servir de fonds de roulement (T)	0							0	137	
3.5 Former des gérants en gestion de BI	3.5 Nombre de gérants formés	0			200	280		280	200	280	
Résultat 4 : Des semences améliorées sont produites par les OP et commercialisées à travers le réseau des BI.											
Activités											
4.1 Réaliser une étude sur la production des semences améliorées et sur les besoins en équipements des OP et des centres régionaux de multiplication de	4.1 Rapport d'étude	0		en cours	1	1		1	1	2	

Logique d'intervention	Indicateurs et Cibles										Action requis
	Indicateurs	Base	Étapes intermédiaires						Cible		
			5 mois (30/9/09)		17 mois (30/9/10)		23 mois (31/311)		27 mois (31/7/11)		
			Attendu	Actuel	Attendu	Actuel	Attendu	Actuel	Attendu	Actuel	
semences											
4.2 Identifier les OP avec lesquelles on va travailler	4.2 Nombre d 'OP opérationnelles dans la production de semences avec des producteurs leaders identifiées	0			50	60		60	50	60	
4.3 Former les agents de l'Etat et des partenaires en techniques de production de semences de qualité et contrôle au champ de la production	4.3 Nombre d'agents formés pour l'inspection des champs de production	0			20	23		23	20	23	
4.4 Former (théorie et pratique) les OP à la production, aux activités post récolte et au conditionnement-stockage de semences	4.4 Nombre d'OP ayant été formées	0					50	60	50	60	
4.5 Mettre à la disposition des OP les intrants agricoles et la supervision nécessaires à la production de semences améliorées	4.5a Nombre d'OP ayant les capacités de production de semences améliorées	0					50	60	50	60	
	4.5b Contrats signés avec la Recherche et les services techniques d'encadrement	0			Contrats signés			25	Contrats signés	25	
4.6 Fournir les équipements de traitement et de conditionnement des semences	4.6 Nombre de kits fournis aux OP et aux centres régionaux de multiplication de semences	0					50	en cours	50	51	
4.7 Faire la promotion des semences améliorées produites à travers les BI	4.7 Quantité de semences rachetées par les OP et placées au niveau des BI (T)	0			> 30	30	> 30	en cours	> 30	50	
Résultat 5 : La culture de contre-saison est appuyée à travers l'aménagement de petits périmètres maraîchers											

Logique d'intervention	Indicateurs et Cibles										Action requis
	Indicateurs	Base	Étapes intermédiaires						Cible		
			5 mois (30/9/09)		17 mois (30/9/10)		23 mois (31/311)		27 mois (31/7/11)		
			Attendu	Actuel	Attendu	Actuel	Attendu	Actuel	Attendu	Actuel	
Activités											
5.1 Identifier les sites à aménager ou à réhabiliter et les bénéficiaires	5.1a Nombre de sites identifiés	0	> 10	34		34		36	> 10	37	
	5.1b % de femmes parmi les bénéficiaires	0	> 70%	en cours		Recense ment en cours		46%	> 70%	49.6	
5.2 Aménager et/ou réhabiliter des sites maraîchers au profit notamment de groupements féminins	5.2a Nombre d’ha de site maraîchers aménagés	0			75	50.5		61	75	68	
	5.2b Nombre d’ha de site maraîchers réhabilités	0			25	0		39	25	39,5	
	5.2c Nombre de jeunes bénéficiaires	0			1800 dont > 70% femmes	Recense ment en cours		2907 dont 46% de femmes	1800 (dont > 70% femmes)	3117 dont 49.6% de femmes	
Résultat 6. Visibilité de la Facilité Alimentaire de l’UE (dans le pays) augmente tout au long du projet											
Activités											
6.1 Accord sur le plan de communication et de visibilité avec les principaux partenaires	6.1 Plan approuvé par les parties prenantes concernées	0	Plan approuvé	Plan approuv é		Plan approuv é		Plan approuv é	Plan approuvé		
6.2 Communiqués de presse écrits, matériel d’affichage conçu, matériel promotionnel distribué, couverture médiatique nationale et internationale du projet	6.2a Nombre de communiqués de presse	0	n/d	2		2			Résultats du projet	2	
	6.2b Nombre d’articles promotionnels distribués	0			n/d	0		200 t shirt, 200 casquett es, 500 calendri ers, 46 pannea	bien connus dans le pays	200 t shirt, 200 casquett es, 500 calendri ers, 46 pannea	

Logique d'intervention	Indicateurs et Cibles										Action requis
	Indicateurs	Base	Étapes intermédiaires						Cible		
			5 mois (30/9/09)		17 mois (30/9/10)		23 mois (31/311)		27 mois (31/7/11)		
			Attendu	Actuel	Attendu	Actuel	Attendu	Actuel	Attendu	Actuel	
								ux de visibilité		ux de visibilité	
	6.2c Nombre de bulletins radio diffusés	0			n/d	0					
	6.2d Nombre de spot TV diffusés	0	n/d	1		2		1		2	
	6.2e Nombre d'articles, de bulletins imprimés	0	n/d	2		0		1		2	
Résultat 7. Cadre institutionnel et de gouvernance efficace permettant la planification du projet, les opérations et des résultats suivis											
Activités											
7.1 Établissement du comité de pilotage et du comité de coordination.	7.1 Comités fonctionnels	0	Comités établis et opérationnels	Comités établis et opérationnels	Comités établis et opérationnels	Comités établis et opérationnels	Comités établis et opérationnels	Comités établis et opérationnels	Comités établis et opérationnels	Comités établis et opérationnels	
7.2 Révision du cadre logique, du plan de travail (GANTT) et du plan de monitoring au cours de la mise en œuvre du projet.	7.2 Nombre de révisions du cadre logique, du plan de travail et du plan de monitoring pour adhérer au retour d'information sur la mise en œuvre	0	n/d	3		3		cadre logique revu dès le début du projet ; plan de travail et	n/d	cadre logique renseigné donnant les résultats du projet	

Logique d'intervention	Indicateurs et Cibles										Action requis
	Indicateurs	Base	Étapes intermédiaires						Cible		
			5 mois (30/9/09)		17 mois (30/9/10)		23 mois (31/311)		27 mois (31/7/11)		
			Attendu	Actuel	Attendu	Actuel	Attendu	Actuel	Attendu	Actuel	
								monitoring évolutif			
Résultat 8. Système effectif et efficace de monitoring et de communication (reporting) mis en place											
Activités											
8.1 Accords sur le plan de monitoring avec les principales parties prenantes	8.1 Plan de suivi-évaluation approuvé	0	n/d	oui		oui		oui	Données et rapport disponibles au besoin	oui	
8.2 Dispositif de suivi-évaluation mis en place et opérationnel	8.2 Nombre de collecteurs de données en place	0	n/d	en cours		6		17		17	
8.3 Collection des informations	8.3 Base de données disponibles	0	n/d	oui		oui		oui		oui	
8.4 Rapports soumis dans les délais	8.4 Date de soumission des rapports	0	n/d	oui		oui		oui		oui	
8.5 Briefing régulier du bureau de la délégation de l'UE	8.5 Nombre de rencontres et de communications avec le bureau de la délégation de l'UE	0	n/d	oui		oui		oui		oui	

Annexe 3: Fiche de synthèse standardisée (1)

INDICATEURS	UNITES
INTRANTS	
Distribution d'intrants agricoles	
Engrais	1124,5 tonnes
Semences mères	18 tonnes
RESULTATS	
Nombre des bénéficiaires directs	14 917 Ménages
Multiplication de semences	1900
Boutique d'intrants	6700
Magasins de warrantage	3200
Petits périmètres irrigués	3117
Nombre de bénéficiaires indirects	167 470 Personnes
Multiplication de semences	66 000
Boutique d'intrants	50 000
Magasins de warrantages	22 400
Petits périmètres irrigués	29 070
Montant contracté en faveur des acteurs locaux	
(Gouvernements et acteurs non-étatiques)	1 250 000 €
Réhabilitation des infrastructures agricoles	
- Centres de multiplications de semences	5 U
- Laboratoire central	1 U
- réseau PVC	3,690 Km
- Champs irrigués	107,5 Ha
- Nombre de jours de formation au niveau gouvernemental	13 Jours
- Nombre de gens formés au niveau gouvernemental	143
- Nombre de jours de formation au niveau des ménages	11 Jours
- Nombre des gens formés au niveau de ménages	1216
Production Agricole	
- Augmentation de la production (répartition par culture)	240 kg/ha/mil (443-683 kg/ha)
- Augmentation de la productivité (répartition par culture)	366 kg/ha/niébé (143-509 kg/ha)
- Nombre de jour de formation au niveau gouvernemental	9 jours
- Nombre des gens formés au niveau gouvernemental	16
- Nombre des jours de formation au niveau des ménages	12 Jours
- Nombre des gens formés au niveau des ménages	1008
Augmentation du revenu	Au moins 108 € / bénéficiaire / an

Annexe 4 : Fiche de synthèse standardisée (2)

COMPOSANTES DE FORMATION	
Les pratiques agricoles soutenables (Champs écoles paysans, diversification de la production maraîchère, etc.)	UNIT
- Nombre de jour de formation au niveau gouvernemental	3 Jours
- Nombre des gens formés au niveau gouvernemental	162
- Nombre des jours de formation au niveau des ménages	100 Jours
- Nombre des gens formés au niveau des ménages	1300 personnes/genre
Multiplication des semences	
- Nombre de jour de formation au niveau gouvernemental	9 Jours
- Nombre des gens formés au niveau gouvernemental	108 Personnes/genre
- Nombre des jours de formation au niveau des ménages	2 Jours
- Nombre des gens formés au niveau des ménages	116 Personnes/genre
Marketing et commercialisation des semences	
- Nombre de jour de formation au niveau gouvernemental	0 Jours
- Nombre des gens formés au niveau gouvernemental	0 Personnes/genre
- Nombre des jours de formation au niveau des ménages	3 Jours
- Nombre des gens formés au niveau des ménages	74 Personnes/genre
Warrantage	
- Nombre de jour de formation au niveau gouvernemental	2 Jours
- Nombre des gens formés au niveau gouvernemental	35 Personnes/genre
- Nombre des jours de formation au niveau des ménages	7 Jours
- Nombre des gens formés au niveau des ménages	670 Personnes/genre
Gestion des boutiques d'intrants	
- Nombre de jour de formation au niveau gouvernemental	0 Jours
- Nombre des gens formés au niveau gouvernemental	0 Personnes/genre
- Nombre des jours de formation au niveau des ménages	2 Jours
- Nombre des gens formés au niveau des ménages	280 Personnes/genre

Annexe 5 : Fiche de synthèse standardisée (3)

LES GROUPES D'AGRICULTEURS			
Type	Nombre de groupes d'agriculteurs établis ou renforcés	Nombre total d'agriculteurs dans les groupes	Agriculteurs femmes dans les groupes (%)
Gestion de l'eau	37	3117	49.6 %
Achat d'intrants	344	6700	--
Groupes de commercialisation	131	3200	40%

Annexe 6 : Fiche de synthèse standardisée (4)

COMPOSANTE DE MULTIPLICATION DES SEMENCES DE QUALITE			
Type	Quantités produites (situation de référence) en Tonnes	Quantité produite en Tonnes (comme résultante du projet)	Augmentatio n de la production en %
Céréales	Très Faible	570	+36%
Légumineuses	Très Faible	90	+115%

Annexe 7 : Fiche de synthèse standardisée (5)

PERFORMANCE GLOBALE DU PROJET		
Résultats du Projet (Cadre Logique)	Classement des résultats (1-3)*	Performance (par rapport aux cibles du cadre logique) (%)**
Résultat 1	3	407 %
Résultat 2	3	108 %
Résultat 3	3	120 %
Résultat 4	3	120 %
Résultat 5	2	158 %
Résultat 6	3	200 %
Résultat 7	2	-
Résultat 8	3	-
Performance globale	3	***

Annexe 8 : Fiche de synthèse standardisée (6)

APPRENTISSAGE*
Les aspects novateurs
Les champs écoles paysans appliqués aux sites maraîchers constituent un moyen d'apprendre aux producteurs/trices les techniques de conduite du maraîchage, les techniques de lutte traditionnelle contre les ennemis des cultures mais aussi de faire passer des thèmes d'intérêt général liés à l'éducation nutritionnelle, la santé et les pratiques familiales essentielles. Les boutiques d'intrants agricoles constituent des centres de services de proximité des producteurs et de leurs organisations capables de leur fournir des intrants dans des conditionnements accessibles, de leur louer du petit équipement, de regrouper les commandes d'intrants en début de campagne et enfin de fournir des appuis-conseils. Les magasins de warrantage permettent aux producteurs et à leurs organisations de ne pas brader leurs productions à la récolte. Avec le crédit obtenu, ils peuvent s'adonner à des activités génératrices de revenus et récupérer leurs stocks juste à l'entrée de la période de soudure. La production de semences améliorées doit aussi répondre à une demande solvable de la part du Gouvernement à travers ses actions d'urgence, des partenaires Nations Unies, ONG, Mouvement de la Croix Rouge et des producteurs eux-mêmes. Il est donc important

de former les OP à pouvoir répondre aux sollicitations du marché notamment aux appels d'offres lancés. L'existence d'un réseau de BI constitue aussi un circuit de distribution aux producteurs mais dans ce cadre il faut un appui pour réaliser des conditionnements qui distinguent la semence des produits tout venant tout en favorisant des petits conditionnements accessibles aux petits producteurs.

L'accès des ménages vulnérables notamment des femmes aux terres aménagées peut être promue avec des baux fonciers leur permettant d'exploiter la terre pendant une certaine période (10 ans au moins) afin de contribuer à la sécurité alimentaire de leur famille.

Les meilleures pratiques

Le fait de lier un projet en exécution d'urgence à un projet de développement en situation de crise a permis de renforcer les bases dudit projet et poser des bases pour une sortie de crise de manière durable. Nonobstant d'autres facteurs, la disponibilité et l'accès aux intrants agricoles et aux facilités de stockage et de commercialisation constituent les goulots d'étranglement majeurs à l'augmentation de la productivité des petits producteurs au Niger.

La production de semences améliorées avec les organisations de producteurs tout en impliquant la recherche et le secteur privé avec le renforcement des institutions publiques constituent de bonnes bases pour relancer la filière. Cependant, il faudra définir une véritable stratégie politique avec notamment la validation des textes y afférents et la mise en place des comités semences au niveau national et au niveau régional.

Expérience négative

La suppression de la ligne de crédit warrantage suite à une mission de consultation a montré par la suite que les institutions de micro finance n'ont pas toujours accès au refinancement bancaire même s'il y'a de la liquidité. Vu que le projet cible des ménages vulnérables, il aurait été opportun de garder la ligne afin de financer des OP situées dans des zones vulnérables qui n'avaient pas l'expérience du warrantage.

Enseignements tirés

Une exécution d'urgence peut s'intégrer à un projet de développement.

Les activités de renforcement des organisations paysannes via leur réseau d'approvisionnement et de distribution d'intrants, de stockage et de commercialisation des produits agricoles que sont les boutiques d'intrants et magasins de warrantage, en plus de la production de semences améliorées et le développement de petits périmètres maraîchers constituent toutes de bonnes pratiques contribuant à la sécurité alimentaire des populations par l'amélioration de la productivité agricole et de leurs revenus. La mission ROM a souligné que la mise à disposition de semences de qualité, les BI et MW ont un impact certain sur la production agricole et l'augmentation des revenus au niveau des population vulnérables en zone rurale, et qu'il est attendu le même impact au niveau utilisateurs/trices des périmètres maraîchers

Cependant, il reste encore un besoin de consolidation des acquis, de mise en relation des organisations paysannes avec le marché et les institutions de financement et surtout l'émergence de celles opérant dans le domaine semencier en petites entreprises semencières rurales afin de les rendre plus professionnelles et dynamiques.

Annexe 9 : Synthèse des actions de visibilité

Activités programmées	Période	Indicateurs		Résultats obtenus	Remarques
		Prévisions	réalisations		
Confection articles promotionnels (T-shirts et casquettes)	Janvier – Décembre 2010	200 T-shirts + 200 casquettes	200 T-shirts + 200 casquettes diffusées auprès du grand public et des partenaires en général	- Promotion des activités du projet - Publicité pour les appuis de l'UE - Promotion pour le partenariat UE-FAO	-Il y a eu réaménagement budgétaire pour tenir compte des autres activités à financer - Les coûts unitaires des articles ont été sous estimés
Confection calendrier	Décembre 2010	650 unités	500 unités diffusées auprès des décideurs et des partenaires en général	- Promotion pour le partenariat UE-FAO - Le projet est connu des groupes cibles - Promotion des activités du projet	-Il y eu réaménagement budgétaire pour tenir compte de autres activités à financer
Confection et installation de panneaux de visibilité	Décembre 2009- Octobre 2010	30 unités	46 unités implantées sur l'ensemble du territoire	- Renforcement de la visibilité du projet - Promotion de la connaissance du projet au sein des groupes cibles	-Les coûts unitaires des panneaux ont été sous estimés -Le nombre de panneau a été porté à 45
Evénements y compris conférences de presse, visites de presse	Lancement du projet, Principales étapes du cycle de vie du projet	Non déterminés	3 couvertures médiatiques télévisuelles et radiophoniques diffusées sur la chaîne nationale publique et 2 radios et télévisions privées	- Diffusion des informations sur les activités du projet auprès du grand public - Publicité pour les appuis de l'UE et du partenariat UE-FAO - Les objectifs du projet sont expliqués aux média et au grand	-Il y a eu réaménagement budgétaire pour tenir compte des autres activités à financer

				public	
Visite des donateurs et du gouvernement	Cycle de vie du projet	Non déterminées	0		En raison de l'insécurité sur le terrain, il n' pas été possible de mobiliser les bailleurs pour une visite du donateur sur le terrain
Articles imprimés	Cycle de vie du projet	Non déterminés	1 article répondant aux standards de l'UE publié dans l'hebdomadaire le plus diffusé du pays	• Les informations concernant les activités du projet et les appuis de l'UE sont dans les médias • Les réalisations du projet sont présentées au grand public	
Divers (Location salle de réunion lors de la cérémonie de lancement, des comités de pilotage, ateliers techniques et banderole lors du lancement)		Non déterminés	1 cérémonie de lancement, 1 réunion du comité de pilotage et 2 ateliers techniques organisés en vue de sensibiliser les décideurs et les média	• Les publics cibles sont sensibilisés sur les questions de sécurité alimentaire • Les bailleurs de fonds et le gouvernement sont informés de l'état d'avancement du projet • Les média sont informés des résultats du projet	

Annexe 10 : Caractéristiques des variétés

Mil

Caractéristiques	HKP	Zatib	ICMV IS 99001	SOSAT-C88
Type de variété (pollinisation ouverte, hybride, autogame)]	Pollinisation ouverte	Pollinisation ouverte	Pollinisation ouverte	Pollinisation ouverte
Nombre de jours jusqu'à maturité	75-85 jours	90-95 jours	95 jours	85 jours
Couleur du grain/fruit	Marron clair	Marron clair	Marron clair	Maron clair
Hauteur de la plante	190-200 cm	190-200 cm	250 cm	200 cm
Port de la plante	Érigé	Érigé	Érigé	Érigé
Isohyète de production	350-800 mm	350-800 mm	350 -700 mm	300-600 mm
Résistance/tolérance aux facteurs biotiques (exple. maladies fongiques; bactéries; virus)]	Peu sensible à la mineuse de l'épi	Tolérante au charbon et à la mineuse ;	Moyennement sensible au foreur des tiges et à la mineuse de l'épi	Moyennement sensible au foreur Sensible au Striga, à la mineuse de l'épi et au foreur de tiges ; résistante à l'ergot
Résistance/tolérance aux facteurs abiotiques (exple. températures élevées/basses, gel; excès d'eau, pH du sol bas/élevé; etc.)	Légèrement sensible à la photopériode	Légèrement sensible à la sécheresse		Tolérante à la verse et à la sécheresse, Légèrement sensible à la photopériode
Liste des pays/régions où la variété a été cultivée avec de bons résultats	Niger, Mali, Burkina Faso, Nigéria	Niger, Nigéria	Niger, Burkina Faso, Nigeria	Niger, Burkina Faso, Mali
Pays de production	Niger	Niger	Niger	Niger

Sorgho

Caractéristiques	Mota-Maradi
Type de variété (pollinisation ouverte, hybride, autogame)]	Population sélectionnée
Nombre de jours jusqu'à maturité	75-80 jours
Couleur du grain/fruit	Blanc
Hauteur de la plante	170-225
Zone de production	350-500 mm
Port de la plante	Erigé
Résistance/tolérance aux facteurs biotiques (exple. maladies fongiques; bactéries; virus)]	Tolérance au charbon allongé
Résistance/tolérance aux facteurs abiotiques (exple. températures élevées/basses, gel; excès d'eau, pH du sol bas/élevé; etc.)	Tolérance à la sécheresse
Liste des pays/régions où la variété a été cultivée avec de bons résultats	Niger, Burkina Faso, Mali, Nigeria
Pays de production	Niger

Niébé

Caractéristiques	IT90K372-1-2	KVX30-309-6G	TN5-78
Type de variété (pollinisation ouverte, hybride, autogame)]	autogame	Autogame	Autogame
Nombre de jours jusqu'à maturité	75 jours	70-75 jours	75 jours
Couleur du grain/fruit	blanc avec hile rouge	Blanc avec hile maron	brun
Hauteur de la plante			
Port de la plante	semi-rampant	semi-rampant	semi-rampant
Résistance/tolérance aux facteurs biotiques (exple. maladies fongiques; bactéries; virus)]	Résistante au puceron, Sensible, aux Thrips et aux Bruches ; Sensible au Striga ;	Résistante à la tâche brune et au chancre bactérien ;	Résistante au chancre bactérien, à la fonte des semis, à la pourriture des gousses et à la Septoriose ; Tolérance au striga ;
Résistance/tolérance aux facteurs abiotiques (exple. températures élevées/basses, gel; excès d'eau, pH du sol bas/élevé; etc.)	Résistante à la sécheresse ; Isohyète 300–600 mm.	Résistante à la sécheresse ;	Tolérance à la Sécheresse ;
Liste des pays/régions où la variété a été cultivée avec de bons résultats	Niger, Burkina Faso, Mali, Nigeria	Niger, Burkina Faso, Mali, Nigeria	Niger, Burkina Faso, Mali, Nigeria
Pays de production	Niger	Niger	Niger

Annexe 11 : Normes requises

Type d'analyse	Norme d'analyse de semences de mil R1/R2	Norme d'analyse de semences de sorgo R1/R2	Norme d'analyse de semences de niébé R1/R2
Pureté variétale ²	98 % minimum	98 % minimum	98 % minimum
Pureté spécifique ³	98 % minimum	98 % minimum	98 % minimum
Taux de germination ⁴	75 % minimum	80 % minimum	75 % minimum
Taux d'humidité	12 % maximum	12 % maximum	9 % maximum
Maladies et parasites	Absents	Absents	Absents

Annexe 12 : Analyse de la qualité de semences fournies

Commune bénéficiaire	Espèce	Variété	Qté lot (t)	Fournisseur	Résultats laboratoires régionaux			Résultats laboratoire ICRISAT		
					Pureté physique (%)	Taux d'humidité (%)	Germination (%)	Pureté physique (%)	Taux d'humidité (%)	Germination (%)
Tanda	Mil	Zatib	10	Alfarey MaZaada	98.66	9.40	96.50	96.01	5.34	94.00
Zabori	Mil	Zatib	10	Alfarey MaZaada	98.26	9.00	96.00	94.78	5.77	99.00
Dioudou	Mil	Zatib	5	Alfarey MaZaada	97.46	8.90	97.50	96.80	7.17	98.00
Koygolo	Mil	ICMV IS 99001	20	Alfarey MaZaada	97.06	8.80	94.50	96.88	5.30	99.00
Harikanassou	Mil	ICMV IS 99001	20	Alfarey MaZaada	97.82	8.70	96.50	95.81	6.99	100.00
Chadakori	Mil	HKP	15	OP Bounkassa Iri	98.86	8.50	95.00	86.73	5.93	97.00
G Roudji	Mil	HKP	5	OP Bounkassa Iri	99.93	8.70	97.00	83.16	6.03	98.00
Maireyrey	Mil	SOSAT-C88	5	Ibrahim Dan Aya	98.66	8.40	98.00	92.32	6.31	97.00
G Amoumen	Mil	SOSAT-C88	5	Ibrahim Dan Aya	98.58	8.60	97.80	93.24	5.98	100.00
Maireyrey	Niébé	IT90K373-1-2	2.5	Laminou Wali	96.23	7.60	94.50	93.59	6.99	70.00
G	Niébé	IT90K373	2.5	Laminou Wali	96.07	7.80	94.00	94.37	7.35	69.00

Commune bénéficiaire	Espèce	Variété	Qté lot (t)	Fournisseur	Résultats laboratoires régionaux			Résultats laboratoire ICRISAT		
					Pureté physique (%)	Taux d'humidité (%)	Germination (%)	Pureté physique (%)	Taux d'humidité (%)	Germination (%)
Amoumen		-1-2								
Chadakori	Niébé	KVX-30-309-6G	7.5	GPS yada iri	99.77	8.40	80.00	100.00	7.96	63.00
G Roumdji	Niébé	KVX-30-309-6G	5	Yacouba Salifou	96.66	7.90	96.00	98.62	7.12	78.00
Chadakori	Sorgho	Mota-Maradi	6	Ibrahim Dan Aya	96.86	7.90	96.00	100.00	5.98	98.00
G Roumdji	Sorgho	Mota-Maradi	2.5	Hadin Kan Jama'a	96.50	8.70	92.00	100.00	6.35	93.00
Allakaye	Sorgho	Mota-Maradi	10	Ibrahim Dan Aya	96.50	9.30	90.50	99.27	4.78	99.00
Anzourou	Mil	HKP	25	OP Mouna Niya	98.20	8.20	93.50	94.12	7.97	98.00
Kourtèye	Mil	HKP	40	OP Mouna Niya	98.40	8.20	95.75	96.10	6.32	100.00
Gorouol	Mil	HKP	13	OP Mouna Niya	98.20	8.90	90.50	96.98	6.41	97.00
Karma	Mil	HKP	35	OP Mouna Niya	98.60	8.10	95.50	97.19	8.47	97.00
Bandé	Mil	HKP	20	CRMS A Gamji	99.30	8.60	90.00	97.88	5.30	89.00
Bandé	Mil	HKP	20	Yara Idi Takalafia	99.80	8.80	94.00	88.62	5.77	98.00
Dungass	Mil	HKP	20	Yara Idi	99.60	8.30	98.00	92.45	6.99	99.00

Commune bénéficiaire	Espèce	Variété	Qté lot (t)	Fournisseur	Résultats laboratoires régionaux			Résultats laboratoire ICRISAT		
					Pureté physique (%)	Taux d'humidité (%)	Germination (%)	Pureté physique (%)	Taux d'humidité (%)	Germination (%)
				Takalafia						
Dungass	Mil	HKP	25	Alio Ladj	99.70	8.40	97.00	93.87	7.17	99.00
Magaria	Mil	HKP	22	Alio Ladj	99.00	8.20	95.50	90.00	7.97	99.00
Magaria	Mil	HKP	22	Yara Idi Takalafia	99.30	8.40	95.00	92.50	6.32	98.00
Wacha	Mil	HKP	16	Yara Idi Takalafia	99.00	8.30	92.50	89.91	6.41	97.00
Dan Tchiao	Mil	HKP	26	GPS Yada IRI	99.90	8.30	96.50	91.92	7.47	92.00
Mallawa	Mil	HKP	8	CPS IRI	99.26	8.70	93.00	88.86	6.87	97.00
Bandé	Niébé	TN5-78	10	CPS IRI	98.00	7.20	80.50	100.00	7.82	81.00
Bandé	Niébé	TN5-78	10	Himma Matassa	97.20	7.20	91.00	100.00	7.93	73.00
Dungass	Niébé	TN5-78	12.5	OP Haské	98.40	8.10	86.00	100.00	6.11	76.00
Dungass	Niébé	TN5-78	10	CRMS A Gamji	97.40	7.50	87.50	100.00	5.39	82.00
Magaria	Niébé	TN5-78	11	OP Haské	98.09	8.50	83.50	100.00	5.35	68.00
Magaria	Niébé	TN5-78	11	OP Haské	97.30	7.90	82.00	100.00	5.96	76.00
Wacha	Niébé	TN5-78	8	CRMS A Gamji	97.10	7.40	84.00	100.00	7.31	86.00
Dan Tchiao	Niébé	TN5-78	8	CRMS A Gamji	98.00	7.60	87.50	98.69	7.31	75.00
Dan Tchiao	Niébé	TN5-78	5	Himma Matassa	97.40	7.30	96.00	94.17	6.55	69.00
Malawa	Niébé	TN5-78	4	Himma Matassa	97.00	7.40	95.50	97.89	5.27	78.00
Gouré	Mil	HKP	20	Yada Iri	99.80	8.80	94.00	92.45	6.99	99.00

Commune bénéficiaire	Espèce	Variété	Qté lot (t)	Fournisseur	Résultats laboratoires régionaux			Résultats laboratoire ICRISAT		
					Pureté physique (%)	Taux d'humidité (%)	Germination (%)	Pureté physique (%)	Taux d'humidité (%)	Germination (%)
				Takalafia						
Kantché	Mil	HKP	10	Yada Iri Takalafia	99.60	8.30	98.00	88.62	5.77	98.00
Mirriah	Mil	HKP	10	Yada Iri Takalafia	99.30	8.40	95.00	92.45	6.99	99.00
Mokko	Mil	ICMV IS 99001	10	Alfarey Ma Zaada	97.06	8.80	94.50	92.50	6.32	98.00
Tombo K.	Mil	ICMV IS 99001	10	Alfarey Ma Zaada	97.82	8.70	96.50	89.91	6.41	97.00
Guillagué	Mil	ICMV IS 99001	5	Alfarey Ma Zaada	96.88	5.30	99.00	87.89	6.69	98.00
Dogonkiria	Mil	ICMV IS 99001	15	Alfarey Ma Zaada	97.06	8.80	94.50	96.01	5.34	94.00
Sokorbé	Mil	ICMV IS 99001	5	Alfarey Ma Zaada	97.82	8.70	96.50	94.78	5.77	99.00
Falwal	Mil	ICMV IS 99001	5	Alfarey Ma Zaada	96.88	5.30	99.00	96.80	7.17	98.00
Tessaoua	Mil	HKP	15	GPS Yada Iri	98.00	10.00	93.00	96.88	5.30	99.00
Ourafane	Mil	HKP	10	GPS Yada Iri	98.54	12.30	87.00	95.81	6.99	100.00
Guidan Sori	Mil	HKP	20	Bunkassa Iri	97.40	9.20	89.00	100.00	6.35	93.00
Soly Tagriss	Mil	HKP	10	GPS Yada Iri	98.67	11.70	90.00	99.27	4.78	99.00
Dan Goulbi	Mil	HKP	10	GPS Yada Iri	99.14	10.30	87.00	96.36	4.80	96.00
Birni Lallé	Mil	HKP	10	GPS Yada Iri	99.54	9.90	91.00	98.61	4.65	99.00

Commune bénéficiaire	Espèce	Variété	Qté lot (t)	Fournisseur	Résultats laboratoires régionaux			Résultats laboratoire ICRISAT		
					Pureté physique (%)	Taux d'humidité (%)	Germination (%)	Pureté physique (%)	Taux d'humidité (%)	Germination (%)
Ajékoria	Mil	HKP	10	GPS Yada Iri	98.67	10.10	90.00	97.50	4.55	100.00
Kanembaka ché	Mil	HKP	15	Bunkassa Iri	97.40	8.80	93.00	86.73	5.93	97.00
Mayahi	Mil	HKP	15	Bunkassa Iri	97.67	10.60	95.00	83.16	6.03	98.00
Serkin Haoussa	Mil	HKP	5	Bunkassa Iri	97.60	9.90	96.00	92.32	6.31	97.00
Akoubouno u	Mil	HKP	10	Mouna Niyya	96.29	7.00	95.00	97.19	8.47	97.00
Kelle	Mil	HKP	20	Yada Iri Takalafia	99.20	11.50	92.00	88.61	6.27	100.00
Yaouri	Mil	HKP	10	Yada Iri Takalafia	99.60	10.70	89.00	87.89	6.69	98.00
Dan Barto	Mil	HKP	5	Yada Iri Takalafia	98.94	12.10	91.00	87.08	6.31	99.00
			767.5		98.18	8.67	92.86	94.54	6.40	92.39